

# L'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité

n°1 - février 2013 - paraît 6 fois par année

[www.journal-lessor.ch](http://www.journal-lessor.ch)

Forum de ce numéro (pages 2 à 11)

## Sommes-nous trop?

Editorial

### Les armes, c'est fait pour tuer!

A la suite de la tuerie de Daillon au Valais, *Le Matin* publie quelques lettres de lecteurs. L'un dit textuellement: «*Il n'y a pas d'alternative: interdiction de vente et de détention de toutes les armes à feu, suivie de la saisie et de la destruction des armes détenues actuellement. Toutes les personnes morales ou physiques qui s'y opposent ou tergiversent sont complices de meurtre*».

*L'essor* partage totalement ces propos. Il fait siennes également la déclaration d'un autre lecteur: «*La logique est simple: plus il y a d'armes en possession privée, plus la sécurité domestique et publique est en danger. Et l'argument cynique selon lequel l'arme n'est jamais fautive ne vaut rien*».

Les récents massacres de Newtown et de Daillon ont ravivé le débat sur la possession d'armes à feu. Aux Etats-Unis, la NRA (National Rifle Association) est un puissant groupe de pression. Se référant au deuxième amendement de la Constitution des Etats-Unis, elle a pour but de promouvoir les armes à feu. Elle a même le cynisme de demander que les enseignants soient armés... pour se défendre. Pendant qu'elle y est, elle pourrait proposer d'armer les élèves. Comme ça, à la première mauvaise note, un élève pourrait flinguer son professeur!

En Suisse, quatrième pays du monde pour la densité des armes à feu, il existe une législation très libérale. Le peuple a récemment refusé de la durcir, alors même que circulent dans le pays des centaines de milliers d'armes légères et autant de fusils d'assaut. Parmi ceux-ci, des dizaines de milliers se sont égarés, les autorités militaires ayant des fichiers défaillants. Si les pouvoirs politiques avaient le moindre bon sens, ils prendraient l'initiative de faire revoter le peuple. Celui-ci finira bien par comprendre le rapport qu'il y a entre les meurtres et les armes avec lesquels on les commet.

Les partis de gauche mènent depuis longtemps le combat contre la prolifération des armes. Ils viennent de recevoir le soutien d'un conseiller national UDC, ancien inspecteur de police. Est-ce une prise de conscience ou le début de l'abandon d'une grosse hypocrisie?

Comité rédactionnel de *l'essor*

### Petite annonce gratuite

Cherche personnes charitables  
Pour partage équitable  
Des richesses de la Terre  
Sans exclusions sectaires.

Vous qui êtes de bonne volonté  
Ouvrez vos cœurs et vos porte-monnaie  
Afin que chacun puisse profiter  
Des bienfaits de notre société.

Amis, la barque est loin d'être pleine  
N'écoutez pas le vilain chant des sirènes.

Emilie Salamin-Amar

## Il faut adopter d'autres modes de vie

**La surpopulation est un état démographique caractérisé par le fait que le nombre d'individus d'une espèce vivante excède la capacité de charge de son habitat, c'est-à-dire sa capacité à: fournir les ressources nécessaires pour assurer la pérennité de cette espèce; réparer les agressions (pollutions, perturbation des régulations écologiques naturelles) infligées par cette espèce à son environnement.**

Cette notion peut être envisagée à l'échelle d'un territoire (qui peut être local, régional, national, continental) ou de la planète Terre elle-même. Dans ce cas, les limites démographiques à prendre en compte comprennent de surcroît la sauvegarde des processus de régulation globaux (régulation de la température et de la composition chimique de l'atmosphère et des océans, des pluies, des courants marins, etc.), qui tendent à maintenir le système Terre dans un état propice à la vie.

**Ce thème préoccupe le comité rédactionnel de l'essor, d'où le présent forum. En introduction, soulignons seulement que notre planète peut nourrir quelques milliards d'êtres humains de plus mais que ses ressources naturelles s'épuisent rapidement. Il est nécessaire de réagir, de faire des économies, d'apprendre à partager et d'adopter d'autres modes de vie.**

## Encore une atteinte à notre image humanitaire!

Le référendum contre les modifications de la loi sur l'asile votées le 28 septembre 2012 par les deux Chambres du Parlement fédéral a abouti et nous aurons à voter contre un certain nombre de durcissements dans le domaine de l'asile (projet 3). Par le biais de la procédure d'urgence, ces mesures ont été adoptées de manière urgente et sont d'ores et déjà entrées en force.

Il s'agit notamment de la suppression de la procédure d'asile en ambassade, de l'abandon de la désertion et du refus de servir comme motif d'asile, de la possibilité de placer des demandeurs d'asile dits «récalcitrants» dans des centres spéciaux et de l'autorisation donnée au Conseil fédéral de s'écarter des lois en vigueur afin de procéder à des «tests» dans le traitement des demandes d'asile pendant une période allant jusqu'à deux ans. Cette dernière disposition permettra en particulier de réduire à 10 jours le délai de recours dans certains cas.

Bien que le référendum ne serait pas la seule forme de contestation pos-

sible, il reste que cela fait partie des quelques possibilités d'opposition qui nous sont données telles que, par exemple, une action de protestation nationale à convoquer dans les prochaines semaines, un large appel à la désobéissance civile contre les nouvelles mesures déjà en vigueur et contre celles à venir, ou une initiative qui affirmerait radicalement l'égalité entre toutes les personnes habitant ce pays et la prééminence des droits fondamentaux pour toutes et tous.

Parce que malheureusement il existe en Suisse quelques rétrogrades qui vont contre tout progrès social, ce référendum est nécessaire car, pendant la récolte et lors de la votation, nous avons la possibilité de descendre dans la rue et expliquer aux gens la réalité de cette loi qui est, malgré tout, très inhumaine. De plus, cela permet à cette population qui voudrait faire quelque chose, de produire de la conscientisation à ce problème auprès des citoyens qui se sont fait manipuler par les détracteurs de l'asile et de son instrumentalisation, qui ont présenté les réfugiés comme les fos-

soyeurs des «valeurs» de ce pays. Le lancement du référendum n'enlève rien au travail formidable qu'accomplissent les militants réguliers des milieux des réfugiés dans leur travail quotidien de défense des réfugiés!

Nous devons faire connaître notre opposition même si dans le climat actuel et au vu du rapport de forces en faveur de la droite dure, il n'y a aucune illusion à se faire. Même si ce nouveau référendum risque de déboucher sur un échec, comme tous les précédents, de renforcer les discours les plus durs et de donner une bénédiction «populaire» au Conseil fédéral et à l'Office fédéral des migrations, il faudrait plus que jamais s'activer politiquement et soutenir ce référendum. Sinon, cela donnera à cette droite obtuse et arrogante une sorte de bénédiction pour concevoir des lois aussi antisociales les unes que les autres.

Voici que notre pays, qui est prêt à dépenser des millions pour «améliorer l'image de ses banques à l'étranger» et pour attirer les grandes fortunes chez nous, se fiche totalement de son image humanitaire en durcissant sa loi sur l'asile et, pour des raisons «sécuritaires», est prêt à brader sa tradition d'accueil et à rendre notre politique d'asile indigne d'un pays ouvert et civilisé.

Bien sûr que la seule solution serait l'établissement d'une société réellement anarchiste, ouverte et humaine mais il y a encore très loin de la coupe aux lèvres... Pour plus d'informations: <http://www.odae-romand.ch>

Georges Tafelmacher

### A propos du dernier forum

Après une lecture attentive du forum «L'Etat, dans quel état?», on peut en déduire que ce n'est pas l'Etat qui fait problème mais les hommes qui veulent l'incarner. Le problème n'est pas l'Etat mais ce que l'on fait en son nom. Tant qu'il y a des hommes qui instrumentalisent l'Etat et l'utilisent pour leurs propres besoins et intérêts, l'Etat servira leurs intentions. Nous n'avons pas à «réformer» l'Etat mais les hommes qui veulent prendre le pouvoir et le garder. Certes un Etat idéal n'existe pas mais il est toujours possible de le rendre un peu plus «populaire» en redonnant le pouvoir aux gens et en instaurant une démocratie libertaire où ce sont les populations qui président à leurs destinées et non une clique avide de richesse et saturé d'un sentiment de supériorité...

Georges Tafelmacher

## Causes et conséquences de l'explosion démographique

Sommes-nous trop? Oui bien sûr, mais pourquoi? Les raisons les plus souvent citées sont la diminution de la mortalité infantile et le vieillissement de la population. Ces deux causes sont liées au progrès de l'hygiène et de la médecine et ont sûrement joué un rôle, mais il y en a d'autres. Les mécanismes d'autorégulation des sociétés semblent avoir disparu et le contrôle des naissances n'a manifestement pas suffi à maintenir le nombre des habitants de la planète à un niveau stable.

Un mécanisme d'autorégulation suppose qu'une société s'adapte à ce que l'environnement dans lequel elle vit est capable de lui fournir et en tenant compte des besoins de sa population. Si le nombre de personnes augmente au point de dépasser ce que la région peut supporter, le contrôle des naissances devra se renforcer, à moins que la faim ou les maladies ne fassent croître les décès et ramène la population à un niveau compatible avec les ressources disponibles. On peut penser que dans une société bien gérée on évitera d'en arriver là. Mais aujourd'hui il n'y a plus guère de rétroaction entre ce que la région peut offrir et le nombre de gens qui s'y trouvent, simplement parce qu'il suffit de faire venir d'ailleurs ce qui manque dans la région. Les transports permettent aujourd'hui de compenser les manques éventuels où que l'on se trouve, même dans le désert. Une partie très importante de l'humanité vit aujourd'hui en ville et dépend donc entièrement des transports pour sa nourriture, même si des efforts sont faits pour faire pousser quelques légumes en zone urbaine. Cette dépendance des transports est devenue une telle évidence qu'elle est considérée comme allant de soi et n'est donc pas perçue comme critique. On a perdu la notion d'autosuffisance. Pourtant, la fin inéluctable du pétrole va limiter très fortement les possibilités de transport. Et s'il faut revenir au char à bœufs, il vaut mieux que les distances de transport soient courtes.

La surpopulation est aussi la conséquence de politiques natalistes qui

ont sévi dans beaucoup de pays, même en Europe. En France, les femmes qui avaient plus de deux enfants se voyaient récompensées par de généreuses allocations familiales (celles qui arrivaient à douze enfants auraient même eu droit paraît-il au «prix Cognac» d'un montant suffisant pour assurer l'entretien de leur famille). Les autorités responsables de cette promotion de la natalité humaine pensaient probablement que cela favorisait la croissance économique perçue – à tort – comme une condition nécessaire à la prospérité. Mais comme il fallait s'y attendre, la surpopulation aboutit aussi à la surproduction puisqu'il faut bien, si on veut éviter le chômage, que tous ces gens travaillent. On se tourne alors vers l'exportation ce qui mène à une concurrence entre Etats. On se trouve alors avec un grouillement humain à la surface de la planète, tous ces humains étant en concurrence les uns avec les autres pour faire augmenter le produit national brut (PNB) dans leur pays. Pour les dirigeants économiques et politiques, la croissance du PNB semble être devenue le principal critère de succès. Et pour l'encourager, il n'est pas sans intérêt de laisser venir des immigrants qui acceptent des salaires modestes. Même s'il est juste d'accueillir des personnes qui fuient leur pays parce qu'elles y sont menacées, cela n'est pas une solution à long terme. Il y a forcément

une limite au nombre de gens qu'un pays peut faire vivre dans de bonnes conditions. Pour qu'une société soit conviviale, il ne faut pas que les citoyens se marchent sur les pieds et doivent se battre pour disposer d'un espace suffisant.

Comme bien des autres problèmes, la surpopulation est liée à la question de la croissance économique qui a gangrené la réflexion politique depuis trop longtemps. Notre monde est fini et une croissance permanente de quoi que ce soit y est un non-sens, surtout quand cette croissance est alimentée par le pillage de ressources dans des pays tiers. Il est devenu urgent de passer à la décroissance économique. Cette décroissance n'est pas seulement une nécessité. C'est aussi un projet. Il s'agit de parvenir à une société dans laquelle la convivialité serait le critère principal de bien-être. A n'en pas douter, cela implique une réduction des injustices et donc une certaine redistribution de la fortune. L'attrait des pays riches pour les pauvres d'autres pays est aussi lié à l'espoir de pouvoir y faire fortune, espoir d'ailleurs le plus souvent déçu. «Faire fortune» devrait être rangé au rayon des sottises. La fortune en question se fait toujours sur le dos des autres.

Pierre Lehmann

LE BILLET DE REMY COSANDEY

### Qui se ressemble s'assemble!

Excellent acteur, Gérard Depardieu est aussi, selon le Premier Ministre français, un minable citoyen. Fuyant un fisc prétendument trop gourmand, il va s'établir en Belgique et accepte la nationalité russe offerte par son ami Vladimir Poutine. Et, sur l'invitation de Sepp Blatter, le tout puissant président de la Fifa, il participe à la cérémonie de remise du Ballon d'or.

Depardieu est un ingrat car ses études d'art dramatique ont été payées par la France. Poutine est un homme politique qui a une vision très limitée de la démocratie. Blatter est un hypocrite car il veut interdire la vente d'alcool dans les stades, alors qu'il fait pression sur le Brésil pour que de la bière soit vendue lors du Mondial 2014 parce que la Fifa est sponsorisée par une marque importante de cette boisson. Le roi des ingrats, le roi des despotes, le roi des hypocrites: jamais le proverbe «*Qui se ressemble s'assemble*» n'a été si bien mis en pratique!

## Sommes-nous assez?

Sommes-nous suffisamment nombreux sur terre pour la sauver et nous avec? Les néo-écologistes actuels ne tiennent compte que de leur nombre qu'ils jugent excessif, mais dédaignent le potentiel créatif que la grande majorité de cette population représente. Ils n'y voient que prédateurs, pollueurs et envahisseurs, mais ceux-ci ne représentent qu'un milliard de nantis. Ainsi, les écologistes naïfs ou perfides, se trompent de cible en préconisant le contrôle des naissances pour le gros de l'humanité qui, bien qu'appauvrie et aliénée par le productivisme, est seule à même d'affronter les défis écologistes qu'ils dénoncent. Que ne s'en prennent-ils à la descendance des minorités opulentes et puissantes qui sévira pendant plusieurs générations encore, si elle demeure aussi belliqueuse, prédatrice et égocentrique que ses géniteurs?

Imposer le contrôle des naissances? Mais à quelle catégorie de la population mondiale l'imposer? Selon quels critères et par quelles instances? Par quels moyens autres que la stérilisation forcée, l'infanticide ou le génocide de triste mémoire. Et puis, de quel droit les nantis s'ingéreraient-ils dans la vie des milliards de familles qu'ils ont démunies?

À l'inverse d'un contrôle des naissances des pauvres, c'est la naissance d'un contrôle équitable de leurs ressources alimentaires, sanitaires et médicales qu'ils devraient préconiser. Car on en est loin et c'est bien là le drame: *les pays «développés» représentent un cinquième de la population de la planète; ils consomment quatre cinquièmes du total de la production [...]; reste un cinquième pour ceux «en développement» qui sont pourtant quatre fois plus nombreux<sup>1</sup>.*

Le surpeuplement de la planète découle à n'en point douter du productivisme destructeur pratiqué au cours du XX<sup>e</sup> siècle par ses puissances politiques, financières et militaires. N'est-ce pas légitime que des peuples décimés par les guerres, affamés par les pillages, expulsés par le déni du droit d'asile et du droit au travail veuillent se reproduire? Que ces populations, dont l'espérance de vie atteint à peine la moitié de la nôtre, cherchent à assurer leur relève? Que la paysannerie pauvre, empêchée de pourvoir à sa subsistance, veuille accroître sa force de travail? Car *dans les sociétés les moins développées, l'enfant est un investissement. [...] Une fécondité élevée est une réponse parfaitement rationnelle, au moins au niveau micro-économique, à une situation d'appauvrissement<sup>2</sup>.*

*La plus sûre marque de la population de l'espèce humaine est la dépopulation des autres espèces.*

Raynal

Cessons donc de confisquer médicaments, combustibles, eau potable, ressources naturelles et autres produits de première nécessité et les couples, libérés du cauchemar de la faim, de la maladie et la misère seront libres de contrôler leurs naissances comme ils l'entendent. *La surpopulation est donc dans l'intérêt de la bourgeoisie, et celle-ci donne un bon conseil aux ouvriers [abstinence], parce qu'elle sait qu'il est impossible à suivre. [...] La classe ouvrière est dans l'impossibilité de prendre la résolution de ne pas faire d'enfants, sa situation fait au contraire du désir sexuel son plaisir*

*principal et le développe exclusivement<sup>3</sup> (Karl Marx).*

Le nombre d'êtres humains vivant sur terre peut être jugé excessif ou insuffisant, selon le rôle qu'on voudra bien leur reconnaître et leur permettre d'exercer. Si c'est pour continuer à piller et détruire la terre, elle est certes trop peuplée. Mais elle ne l'est actuellement que par l'excès de prédateurs du Nord qui, vivant en dessus des moyens que leurs terres leur permettent, s'approvisionnent en pillant les pauvres du Sud. Si, au contraire, c'est pour exploiter la terre, soigner la nature, la faire fructifier, remédier aux dégâts qui, au cours du dernier siècle l'a ruinée, alors une population mondiale de sept milliards d'êtres humains n'est pas de trop. Car les dégâts sont d'une telle ampleur que seul un nombre très élevé de personnes pourra mener à bien le chantier planétaire, à condition que la minorité parasitaire et prédatrice les laisse s'en occuper.

La terre étant en friche, dévastée et saccagée, qui peut prétendre que ses jardiniers soient en surnombre? Certes, ceux qui détruisent la nature, qui sacrifient des espèces, qui trafiquent les organismes, qui désertifient les sols sont de trop et devront céder la place aux volontaires qui le cultiveront comme ils le pensent et là où ils le souhaitent, y compris au Nord. Car, *tout humain est chez lui partout sur la planète, ce qui implique une libération des mouvements migratoires<sup>4</sup>. Car, les migrations sont un élément de transformation du monde et de mutation des comportements à l'échelle de la planète<sup>5</sup>.*

Sauver la planète est un défi d'une ampleur telle que l'humanité n'en a jamais connu de semblable. Elle doit, au risque de disparaître, résoudre urgemment un nombre considérable de problèmes nouveaux et complexes, créés depuis un siècle par le productivisme capitaliste. Cette urgence, toute l'humanité responsable en a conscience.

<sup>1</sup> Albert Jacquard, *Le compte à rebours a-t-il commencé?*, Stock, 2009, p. 27 (adaptation FI).

<sup>2</sup> Michel Husson, *Sommes-nous trop, textuel*, 2000, p. 45.

<sup>3</sup> Karl Marx, *Travail, salaire et capital*, Editions sociales, 1970, p. 78 et 79.

<sup>4</sup> Albert Jacquard, *Le compte à rebours a-t-il commencé?*, Stock, 2009, p. 70.

<sup>5</sup> Jean-Paul Gourévich, *Les migrations en Europe, Acropole*, 2007, p. 346.

<sup>6</sup> Albert Jacquard, *Le compte à rebours a-t-il commencé?*, Stock, 2009, p. 68.



Mais pour ce faire, chaque être doit être libéré des contraintes, des privations, de la violence et de la pauvreté qui en paralyse l'action. Cependant, une frange «excédentaire» de l'humanité nie encore l'extrême urgence de mettre fin à la détresse des humains et fait

tout pour les tromper et les empêcher. Mais nous sommes assez nombreux sur terre pour boucler le caquet des tenants d'une croissance productiviste illusoire et d'une décroissance démographique trompeuse. La révolution n'a que faire de ces indignes, mais plus que jamais

d'indignés! Car *nul ne sait si, au cours du siècle qui commence, l'humanité sera dans quelques années menacée par une croissance de son effectif trop rapide, étouffante, ou au contraire par une décroissance annonçant sa disparition*<sup>6</sup>.

François Iselin

## Démographie en cause

Sur cette question, délicate à beaucoup d'égards, arrêtons-nous une seconde sur notre petit pays avec ses caractéristiques particulières. Il est assez impressionnant de se rappeler qu'après avoir été terre d'émigration, l'accélération nous a menés à environ 5 millions en 1950, 6 en 1965, 7 en 1995 et 8 ces temps-ci... Plus globalement, durant la même période, à l'exception de la Chine, la population mondiale s'est multipliée, grâce aussi à un meilleur accès à l'eau, aux soins médicaux et au développement industriel en général.

Aujourd'hui, dans les pays occidentaux, la natalité est plutôt stationnaire, ou même en diminution: c'est la migration internationale qui explique une bonne partie de cette augmentation. Tout cela au bénéfice de notre système économique, social et industriel; n'oublions pas que sans les têtes douées de compétences rares, ou les nombreuses «petites mains» qui font tourner la boutique, notre situation de privilégiés ne serait pas au niveau actuel: n'en déplaise aux xénophobes et aux écologistes dogmatiques. Les travaux difficiles, pénibles sont systématiquement délégués, à moins fortunés que soi...

Alors, qu'en penser? Commençant enfin à prendre en considération les limites de notre planète, de ses sources énergétiques, nutritionnelles et territoriales, il n'est pas inutile d'y réfléchir. Trouver des lignes directrices pour calmer cette augmentation semblerait judicieux, sachant toutefois qu'on pourrait nourrir 12 milliards de personnes déjà aujourd'hui. Mais il faudrait gérer plus intelligemment les terres cultivables et les rendre à ceux qui les connaissent, dans de petites entités selon les principes de la durabilité, l'indépendance des semences, une réduction draconienne des poisons phytosanitaires. Les achats massifs de terres

cultivables, les monumentales surfaces consacrées à la monoculture sont une aberration et devraient être stoppés net. D'autres méthodes de mise en valeur, appropriées à chaque zone, devraient être encouragées avec l'adhésion des populations locales. Un retour de balancier de la ville vers la campagne serait un bienfait. Le soutien à une agriculture raisonnable, variée, orientée prioritairement sur l'approvisionnement régional serait une des conditions indispensables pour un véritable changement.

D'autre part, il a été observé depuis longtemps que dès que les femmes peuvent accéder à une formation, même modeste, pratiquement immédiatement le taux de natalité diminue. Par contre, en laissant de grandes poches d'exclusion dans les régions périphériques, l'exode rural vers les villes était programmé. Il est à noter que le désintérêt affiché par les gouvernances pour le monde agricole a poussé de larges couches de population sur les routes de l'exil.

Maintenant, il n'est pas question d'interdire à qui que ce soit de faire des enfants, mais plutôt d'apporter aux femmes des conditions propices à la liberté de choix. Il est indéniable que la mise en place de systèmes de protection sociale généralisée faciliterait le changement de tendance. N'oublions pas que beaucoup de pays en développement subissent depuis des décennies les fourches caudines du système bancaire, Banque Mondiale, FMI et consorts (dont nous étions en grande partie les initiateurs pour notre plus grand bénéfice), diktats qui maintenant sont appliqués à l'Occident. La situation de la Grèce est révélatrice à cet égard. La misère dictée par des directives bancaires prédatrices et des bourgeoisies corrompues ont largement contribué au déséquilibre aujourd'hui flagrant.

Il faut se rappeler que la grande majorité des personnes qui prennent la route de la migration le font forcées et contraintes pour de multiples raisons. Le pouvoir d'attraction du mode de vie occidental ne peut que susciter envies et espoirs, même si la réalité est terriblement différente et douloureuse pour les autochtones comme pour eux. Rien ne nous oblige d'ailleurs à la leur rendre encore plus infernale, l'attraction venant principalement du confort effectif et de l'image véhiculée par les médias. Pratiquement aucun migrant ne raconte à ses proches au pays le calvaire qu'il vit chez nous. Aussi, la multiplication des mesures de contraintes, de pressions psychologiques qui semblent avoir la préférence de nos autorités à leur égard, n'ont strictement aucune utilité, ne font qu'augmenter la souffrance et piétinent la plus élémentaire application de la Constitution et de nos valeurs humanitaires. Notre âme et notre réputation sont salies et ces méthodes nous font honte.

Les difficultés engendrées par l'augmentation démographique ne se régleront pas par des diktats xénophobes ou écologiques. En instaurant des conditions de protections sociales, de préservations des petites entités productrices, en limitant la capacité de nuisance des mastodontes bancaires, énergétiques, agricoles et chimiques, il est possible de nourrir et loger tout le monde. Aussi, les solutions proposées actuellement ressemblent surtout à des chevaux de Troie à tendance dictatoriale, instaurant des camps retranchés, des mises à l'écart, sans remise en question des causes premières.

Edith Samba

## Les illusions de l'initiative d'Ecopop

«Le 'problème démographique' est comme un Phénix: il renaît de ses cendres à chaque génération, et parfois même chaque décennie. Les prophéties sont généralement les mêmes – soit que les humains peuplent la planète en 'nombre sans précédent' et 'dévorent ses ressources comme une invasion de sauterelles.'<sup>1</sup>

Rédigée en 1988, cette citation de l'écologiste social Murray Bookchin se révèle encore pertinente aujourd'hui. Les adeptes de la question démographique comme cause principale de nos problèmes écologiques reviennent effectivement tous les 20 ans. Ces 50 dernières années ont ainsi vu surgir les Paul Ehrlich et Garrett Hardin (respectivement pour *The Population Bomb*<sup>2</sup>, 1968 et «Lifeboat Ethics, the case against helping the poor»<sup>3</sup>, 1974), puis vingt ans plus tard à la fin des années 80 l'appel de la deep ecology pour une réduction importante de la population et les propos extrémistes de certains de ses partisans<sup>4</sup>. Une nouvelle génération plus tard, le discours néo-malthusien nous revient par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), faisant remarquer qu'investir dans le planning familial ferait baisser le CO<sup>2</sup> à moindre frais qu'investir dans les énergies renouvelables<sup>5</sup> et, plus proche de nous, l'initiative Ecopop.

Pourquoi tant d'attrait pour ces propositions, qui visent toujours l'immigration et/ou le planning familial, posant si abruptement l'équation humain = pollution, sans autre contexte que des chiffres et statistiques globaux et abstraits? L'exemple d'Ecopop l'explique facilement. Quand on considère ses propositions, on sait d'avance que l'initiative va être populaire. Pour trois raisons. 1) Elle est facilement compréhensible par tous. En posant un lien direct entre la pollution, l'épuisement des ressources et des terres à disposition et la population globale de la Suisse, elle fait écho au ras-le-bol des bouchons, du manque de logement, du bétonnage de la campagne que chacun peut observer à son niveau. 2) Elle porte le problème sur les étrangers – bouc émissaires traditionnels de la plupart des crises – et non sur les Suisses eux-mêmes. 3) Elle évite d'avoir à faire le moindre changement dans son quotidien pour résoudre un problème donné et permet de continuer à faire comme d'habitude: *Business as usual*.

Pourquoi dès lors aller chercher plus loin? Pourquoi essayer de comprendre les raisons qui amènent un fort taux de natalité ou poussent à émigrer? Peut-être parce qu'une analyse plus fine démontre sans peine que c'est justement parce qu'Ecopop porte la faute sur l'autre que son initiative ne résoudra rien. En réalité, elle cherche plus à faire disparaître un problème en le repoussant hors de sa vue (comprenez: de nos frontières) qu'à en chercher les causes profondes et les résoudre.

On est ainsi en droit de se demander ce que la limitation à 0,2% d'immigration changera au paysage suisse. Stabiliser la population peut-être, mais réduire le mitage du territoire ou diminuer l'appauvrissement des ressources et les émissions de CO<sup>2</sup>, on peut en douter. D'une part parce que les plus riches continueront d'obtenir sans peine leur sésame d'entrée selon toute vraisemblance et c'est ceux-là même qui consomment le plus par tête, construisent des villas et font monter les prix des loyers. Et que malgré tout, les Suisses continueront de consommer excessivement de ces mêmes ressources (on connaît les estimations: il faudrait environ trois planètes si on généralisait notre mode de vie) car rien n'est fait pour y changer.

D'autre part, et c'est là la grande hypocrisie de l'initiative Ecopop, les gens qu'on refoule hors de Suisse ne disparaissent pas une fois la frontière passée. Soit ils entreront clandestinement, et cela posera problème, soit ils iront ailleurs et auront tout autant besoin de se loger, de se nourrir et d'un emploi. *Le résultat écologique est forcément nul*. L'écologie se rit des frontières! Hors de ses considérations globales, l'écologie est un non-sens. Ecopop en définitive ne fait qu'utiliser un prétexte écologique pour défendre son petit pré carré nationaliste. «Allez bétonner ailleurs, mais pas chez nous» en quelque sorte.

La deuxième mesure ne vaut guère mieux. Rappelons-la: attribuer 10% de l'aide au développement pour un planning familial volontaire. Vous avez dit «volontaire»? On se demande pourtant bien qui en décidera et sur quelles bases cela sera jugé. Sera-ce le mari obligeant sa femme à avorter? Ou le maire qui encouragera les familles pour montrer des beaux chiffres de baisse et toucher ces fonds pour développer son village? Ou bien est-ce justement les mêmes scientifiques partisans de l'initiative qui décideront depuis leur petit bureau cosy combien une famille d'Afrique doit avoir d'enfants pour éviter qu'ils émigrent et viennent frapper à leur porte? Quel groupe dominant imposera-t-il sa loi, par pression psychologique ou contraintes diverses?

On se demande enfin en quoi la réduction du nombre de personnes au Sud réduira la pollution globale, compte tenu

*suite en page 7*

<sup>1</sup> Murray Bookchin, "The Population Myth", in *Green Perspectives*, N°8, 1988.

<sup>2</sup> Très populaire à l'époque, l'essai de Paul Ehrlich prévoyait une forme d'apocalypse en l'an 2000 quand l'humanité atteindrait 7 milliards d'individus. Il montrait pleinement la croissance démographique comme source des problèmes écologiques et envisageait la stérilisation forcée comme mesure possible pour y remédier. L'ouvrage se montre aujourd'hui bien dépassé.

<sup>3</sup> L'article de Garrett Hardin présentait les pays occidentaux comme un canot de sauvetage – plein, cela va de soi – flottant au milieu d'une mer de pauvres. Il plaide pour le contrôle des naissances et une suspension de l'aide alimentaire des Etats-Unis aux pays pauvres – version à peine plus radicale que l'initiative Ecopop – sous prétexte que «notre survie l'exige».

<sup>4</sup> On citera les deux représentants d'Earth First!, Christopher Manes, alias Miss Ann Thropy: «Pour paraphraser Voltaire: si l'épidémie de Sida n'existait pas, les environnementalistes radicaux devraient en inventer une.», et Dave Foreman prétextant d'empêcher l'immigration mexicaine aux Etats-Unis et de ne pas donner de l'aide en Ethiopie durant la famine «pour laisser la nature trouver son propre équilibre».

<sup>5</sup> Le FNUAP s'appuyait sur l'étude de Thomas Wire, «Fewer Emitters, lower emissions, less cost – reducing future carbon emissions by investing in family planning», LSE, London, 2009. Mais les résultats auxquels arrive le chercheur sont biaisés, car l'étude occulte complètement les entraves culturelles au planning familial – tout en admettant leur existence et leur importance vis-à-vis du coût – et calcule les réductions de CO<sup>2</sup> et le coût final comme si toutes les grossesses non voulues étaient éliminées dès 2009. Il en ressort des chiffres sans lien avec la réalité. Mais, financée, par le think tank anglais Optimum Population Trust – renommé depuis Population Matters – l'étude arrive à la conclusion exacte que celui-ci désire.

*On ne peut ignorer plus longtemps que l'industrialisation, le progrès technologique et l'opulence du style de vie des nations développées ont précipité l'accélération de la dégradation de l'environnement dans le monde entier. Les menaces principales sont la dégradation des forêts (par exemple, la désertification, la salinisation, la perte de terres arables), la déforestation, en particulier des forêts tropicales, le changement climatique, dû à la destruction de la couche d'ozone, et enfin le réchauffement climatique, dû surtout à l'augmentation des taux en dioxyde de carbone et d'autres émissions gazeuses. Mais au lieu de considérer les causes premières de ces menaces [...], on leur attribue aujourd'hui presque universellement une cause unique, la croissance démographique.*

María Mies et Vandana Shiva, *Ecoféminisme*

de l'empreinte écologique de ses populations comparée à la nôtre. Si l'initiative avait été un tant soit peu conséquente, elle aurait proposé une limitation des naissances... en Suisse! Après tout, un enfant né ici pollue bien plus qu'un enfant du Sud. Mais c'est sûr, la démarche aurait du coup été moins populaire... Rappelons aussi que la grande majorité de notre immigration vient des pays européens, et qu'en cela, l'aide au planning familial ne changera rien.

Analysé ainsi, on voit bien que les deux mesures de l'initiative vont au final dans un seul et même sens, celui de vouloir limiter l'immigration en Suisse, et principalement celle des pays du Sud. Que ce soit une stratégie (nationaliste et culturelle) en soi ou réellement par souci écologique (erroné dans ses fondements), on laissera aux initiants le bénéfice du doute.

On ne leur pardonnera pas en revanche leur naïveté de croire qu'une réduction des naissances dans les pays du Sud réduise les émissions CO<sup>2</sup>, leur pauvreté ou l'émigration. La plupart ont déjà accès aux mesures de contraception de base et leur problème est moins les bouches à nourrir que le manque de travail, dû à l'absence d'un tissu économique local parce que leurs richesses ont constamment été accaparées par les firmes du Nord, ce qui les a empêchés de se développer. Et la Suisse en cela est en première ligne, elle qui accueille bon nombre de multinationales qui font leur richesse au Sud et viennent exonérer d'impôts leurs profits chez nous. En cela, les récentes démarches de la Déclaration de Berne pour responsabiliser ces sociétés visent plus juste qu'Ecopop.

Si tous ces messieurs, universitaires et scientifiques, prenaient le temps de sortir de leur bureau, de regarder autre chose que les chiffres froids et hors contexte pour aller voir la réalité sur le terrain, ils prendraient sans doute conscience de l'hypocrisie de leur demande. Et alors ils se battraient pour changer les choses en Suisse, pour interdire l'obsolescence programmée de nos appareils; mettre fin à la publicité qui organise un lavage de cerveau depuis notre petite enfance; apposer une lourde taxe sur le kérosène pour supprimer les vols low cost – pour le porte-monnaie, mais heavy cost en terme de CO<sup>2</sup> –; ils lanceraient des initiatives pour réduire le nombre de voitures par familles, non le nombre d'enfants; ils limiteraient le nombre de firmes pour convertir leurs locaux en logements. Ils pourraient même aller plus loin encore et chercher à sortir nos institutions politiques de cette posture intenable et schizophrénique qui pousse d'une main à réduire la pollution et de l'autre à augmenter la croissance. Ils chercheraient à sortir d'une économie polluante qui produit pour faire acheter plutôt en fonction des besoins, en faveur d'une économie locale, basée sur la redistribution équitable des ressources. Enfin, ils laisseraient vivre les enfants du Sud et chercheraient à leur proposer un avenir professionnel, seul moyen fiable pour réduire la démographie. Etc.

suite en page 8

LE BILLET D'HENRI JACCOTTET

## Déontologie où vas-tu?

Ces derniers temps, je me suis permis de me poser quelques questions au sujet de notre nouveau conseiller fédéral, chef du Département de l'intérieur, et du style de ses relations avec ses collègues de parti et autres. Voici:

A peine élu, Monsieur Berset dépose un contre-projet gouvernemental à la «caisse unique» de son camarade de parti. Deuxièmement, il réintroduit sur le plan fédéral et en urgence la «clause du besoin» (elle sort de faire ses preuves négatives en la matière) dont son même «camarade» de ci-dessus vient de dire que le problème est cantonal et doit se régler entre l'Etat cantonal et la Société des médecins du canton en question, car les problèmes ne s'y présentent pas de la même façon d'un canton à l'autre et ne sauraient donc être résolus par un diktat... fédéral à plus forte raison.

Enfin, tel un magicien, il mitonne une «sauce unique» pour assaisonner la nouvelle mouture de l'AI en même temps que celle de l'AVS. Certes, nos deux grandes assurances sociales se complètent, mais il ne me semble pas qu'elles soient identiques: jusqu'à ce jour, en tous les cas, elles n'ont pas trouvé guérisseur à leur taille respective et moins encore commune; donc je me permets de douter que la sauce unique soit aussi unique que le prétend son inventeur.

Et finalement, dans tout cela, les solutions préconisées par Monsieur Berset me paraissent dilatoires alors que la gravité des événements exigerait plutôt l'urgence, pas au point cependant que des problèmes mondiaux comme le capitalisme et le climat soient oubliés; et pourtant tous les politiques de notre temps les ont rangés tous deux dans le tiroir des «Peuvent attendre» car ils sont conscients d'y mettre en jeu leur réélection, pas moins!



Voilà au moins des propositions qui, elles, pourraient réellement se targuer d'être sociales et humanistes. Malheureusement, rien de tout ça dans Ecopop. On continue seulement à mettre la faute sur l'humain, sur l'autre, sans remettre en cause le système qui oriente nos modes de vie. Aujourd'hui, le canot de sauvetage d'Hardin prend l'eau de toute part. Plutôt que d'en changer pour un modèle plus water proof et équilibré, Ecopop propose de ramer de plus belle et de marcher sur

les doigts (ou stériliser, c'est selon...) de ceux qui essaieraient d'y monter. Bel esprit.

Vincent Gerber

www.ecologiesociale.ch

Auteur du livre Murray Bookchin et l'écologie sociale, Ed. Eco-société. A paraître fin février 2013.

## Israël, l'inférieure «terre promise»

*Revue Plein droit*, 95, décembre 2012  
Article de David Lagarde, géographe et volontaire pour Migreurop et Echanges et Partenariat  
Extraits choisis par Pierrette Iselin  
L'article complet est sur le site:  
<http://www.gisti.org/spip.php?article2975#top>

L'arrivée en Israël de réfugiés non juifs, originaires du Soudan ou de la Corne de l'Afrique ne peut qu'interroger dans un pays qui ne reconnaît pas le droit d'asile. Or depuis plusieurs années et, plus encore, depuis les «révolutions arabes», les entrées de migrants par le Sinaï ne font qu'augmenter, poussant le gouvernement israélien à prendre des mesures drastiques de fermeture des frontières. Au-delà de l'affichage, quelles en sont les conséquences sur le sort des réfugiés?

Si l'immigration a joué un rôle fondamental dans la construction d'Israël, **l'immigration non juive** est un phénomène récent qui n'a véritablement vu le jour qu'au début des années 1990. Au moment de l'effondrement de l'URSS, beaucoup de Juifs d'Europe de l'Est vinrent s'installer en Israël, accompagnés pour un nombre important d'entre eux de leurs conjoints non juifs. Mais ce n'est qu'après le bouclage des Territoires palestiniens occupés par le gouvernement israélien, en mars 1993, que le nombre de migrants non juifs va véritablement augmenter. A partir de cette date, les Palestiniens désireux de travailler en Israël doivent obtenir un permis de circulation et de travail délivré par les autorités de l'Etat hébreu. Entre 1989 et 1996, le nombre de permis délivrés aux Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza est divisé par dix alors que le nombre de permis délivrés aux travailleurs non palestiniens est multiplié par trente. Pour remplacer une main-d'œuvre essentielle à l'économie du pays, Israël va, pour la première

fois de son histoire, faire appel à une immigration de travail. Les premiers travailleurs migrants arrivent à partir du milieu des années 1990 en provenance de l'est de l'Europe (Roumanie, Bulgarie, Turquie), d'Amérique latine (Colombie, Pérou) et d'Asie (Chine, Thaïlande, Philippines). Ils vont constituer jusqu'à 10% de la force de travail nationale au début des années 2000. Israël instaure alors un système similaire à celui de la kafala qui lie le travailleur étranger à son employeur, grâce auquel il a obtenu un visa de travail. A l'instar de ce que l'on peut observer au Liban ou en Jordanie, ce système a débouché sur une multiplication des abus de la part d'employeurs qui n'hésitent pas à confisquer les papiers d'identité de leurs employés, tout en les faisant travailler dans des conditions proches de l'esclavage. (...) Face à l'augmentation du nombre de travailleurs «clandestins», à partir de 2002, les autorités israéliennes ont décidé de suivre une politique d'expulsion sous la houlette du ministère de l'immigration et de l'intégration. (...)

### L'appel d'un mythe

En 2004, Israël voit arriver par sa frontière sud des demandeurs d'asile venus d'Afrique subsaharienne. (...) Parallèlement, le renforcement et l'externalisation des dispositifs de contrôles aux frontières de l'Europe vont inciter d'autres demandeurs d'asile africains à prendre la direction d'Israël. Longtemps, les Erythréens – massivement poussés à l'exil par la dictature d'Issayas Afewerki et un service militaire à durée indéterminée – se sont exilés en Europe en passant par la Libye. A l'instar des Soudanais, Israël devient à leurs yeux une alternative de choix face à la forteresse européenne. Il en est de même pour quelques centaines de réfugiés ivoiriens, somaliens, éthiopiens et congolais (de République démocratique du Congo). Ainsi, à la

fin de l'année 2008, Israël comptait sur son territoire environ 14'000 demandeurs d'asile, dont l'écrasante majorité était entrée de manière «clandestine» par la frontière israélo-égyptienne. (...)

### Murs et camps

Une nouvelle «loi sur les infiltrations» est adoptée en janvier 2012 par la Knesset. Elle prévoit notamment l'agrandissement des camps de Ktziot et Saharonim, ainsi que la construction, si nécessaire, de deux autres camps dans le Néguev (Sadot et Nahal Raviv). Si l'ensemble du projet est mené à bien, Israël disposera d'un méga complexe d'enfermement situé à moins de dix kilomètres de la frontière égyptienne et pouvant accueillir jusqu'à 30'000 personnes. Cette même loi prévoit aussi l'enfermement pour une période de trois ans et sans jugement préalable de tout individu pénétrant en Israël de manière «irrégulière» depuis le Sinaï. Pour les ressortissants d'un Etat ennemi d'Israël, tel que les Soudanais, cette période d'enfermement peut même être illimitée. Les mêmes mesures seront également appliquées aux mineurs. Depuis l'entrée en vigueur de cette loi en juin 2012, aucune personne entrée en Israël «illégalement» n'a été relâchée des camps du Néguev. (...) Il ne fait aucun doute que cette batterie de mesures et d'annonces vise à décourager les réfugiés venus d'Afrique d'élire Israël comme terre d'accueil. (...)

Vivant dans une situation de grande vulnérabilité avec un simple permis de séjour à faire renouveler tous les trois mois, sans espoir d'obtenir un jour un statut officiel de réfugié, les demandeurs d'asile sont littéralement pris au piège dans un Etat aux frontières ultra-surveillées, les empêchant de rebrousser chemin ou de continuer leur route vers l'Europe ou un pays autre de la région.



## Va-t-on tirer à la courte paille?

C'est avec stupeur que je constate qu'une fois de plus, certains médias et autres partis politiques abordent le sujet de la surpopulation mondiale. Je trouve indécent le fait que l'on puisse prétendre à vouloir réguler le nombre d'habitants sur notre belle planète. Qui peut s'octroyer le droit de vie ou de mort d'un être humain? Qui peut décider, en son âme et conscience, que tel enfant peut venir au monde et d'autres pas? Rien que d'y penser, j'en ai la nausée! Pourtant, l'histoire récente de la Deuxième Guerre mondiale devrait être encore présente dans tous les esprits. A-t-on déjà oublié que les bouches inutiles, les handicapés, les vieux, les malades, les homosexuels, les Juifs, les Tziganes et tant d'autres encore, ont été froidement éliminés de la face du monde à cette époque?

Notre planète est un vaisseau spatial, une sorte de radeau qui se balade dans l'univers, au milieu de

nette part. Tout un chacun a droit d'y séjourner jusqu'à la fin de ses jours. La Terre appartient à tout le monde et personne n'a le droit d'en décider autrement. Je n'ose même pas imaginer sur quel critère on pourrait faire le tri. La couleur de la peau? Les croyances? Les origines? Le lieu de naissance? La couleur politique? Le degré d'intelligence? Le manque d'éducation? Et puisque je me surprends à nager dans la bêtise, pourquoi ne pas éliminer ceux qui sont en surcharge pondérale ou tout simplement le bataillon de chômeurs qui coûte si cher à nos sociétés occidentales? Et les sans-abris aussi? Et comment vont s'y prendre ceux qui veulent diminuer le taux des naissances? Les bébés seront-ils tirés à la courte paille?

Allons, tout cela n'est pas raisonnable et n'a pour but que d'inciter les gens à cultiver encore plus d'intolérance et de racisme envers les

autres, ceux qu'on appelle les étrangers.

Les étrangers, vous savez, ceux qui viennent manger le pain des Suisses. Mais à vrai dire, qui sont-ils? De pauvres malheureux qui ont été bien souvent forcés de quitter leur pays, leurs amis, leur famille et qui ont bravé bien des dangers pour arriver sur notre sol. Au lieu de les accueillir à bras ouverts, de les décorer de la médaille du courage et du mérite, on les accuse de tous les maux. Pourtant, ce sont des êtres humains, comme vous et moi, et ils n'aspirent qu'à une seule chose, vivre en paix le ventre plein. Serait-ce un crime? Non, il s'agit là de droits inscrits noir sur blanc dans la Déclaration universelle des droits de l'homme que notre beau pays a ratifiée.

Emilie Salamin-Amar

## Il y a 50 ans *l'essor* écrivait...

***L'essor* du 18 octobre 1963 publiait des passages d'une longue lettre de Martin Luther King emprisonné aux Etats-Unis. En voici des extraits qui éclairent sur les dangers de l'indifférence de Suisses respectables face aux discriminations que subissent actuellement les minorités immigrées, réfugiées et «illégales» avec lesquelles ils cohabitent.**

«Nous savons par une longue et douloureuse expérience que la liberté n'est jamais concédée par l'opresseur: elle doit être exigée par l'opprimé. [...] Nous ne pouvons jamais oublier que tout ce qu'Hitler a perpétré en Allemagne a été «légal» et que tout ce que les combattants hongrois de la liberté ont accompli en Hongrie a été «illégal». Il était «illégal» de secourir et d'aider un Juif dans l'Allemagne de Hitler. Mais je suis certain que si durant cette époque j'avais vécu en Allemagne, il n'y a pas de loi qui m'aurait empêché d'aider et de secourir mes frères juifs.

[...] Je dois vous confesser qu'au cours des récentes années, l'attitude

des Blancs modérés m'a causé une grave déception. J'en suis presque arrivé à la conclusion regrettable que le grand obstacle auquel le Noir se heurte dans sa marche vers l'émancipation est dû bien moins aux militants des Conseils de citoyens blancs\* ou aux membres du Ku Klux Klan qu'à ce Blanc modéré qui fait passer l'«ordre» avant la justice; qui préfère cette paix négative que constitue l'absence de tension à cette paix positive que seule peut assurer la présence de la justice; qui à tout propos répète: «J'approuve les objectifs que vous vous assignez, mais je ne puis approuver vos méthodes d'action directe»; qui mû par un sentiment paternaliste, estime être lui-même en mesure de déterminer l'heure à laquelle doit s'effectuer la libération d'autrui; qui imbu du mythe de l'action apaisante du temps, ne cesse d'exhorter le Noir à attendre un «moment plus opportun». La compréhension vide de sens dont témoignent des hommes de bonne volonté est plus décourageante que la totale incompétence dont témoignent les hommes de mauvaise volonté. Un acquiesce-

ment tiède tend davantage à désorienter qu'un refus manifeste.

J'avais espéré que les Blancs modérés finiraient par comprendre que la loi et l'ordre n'existent que pour l'instauration de la justice, et que sinon ils ne font que dresser des barrières dangereuses et précaires qui entravent le progrès social. [...] Tel un abcès qui ne peut être convenablement traité tant qu'il n'a pas percé, mais qui doit être ouvert et exposé dans toute sa hideur purulente aux remèdes naturels de l'air et de la clarté, l'injustice doit être dévoilée et se trouver exposée, avec toute la tension que suscite sa mise à découvert, à la lumière de la conscience humaine et à l'air de l'opinion publique avant de pouvoir guérir».

Martin Luther King

\* *White Citizens Councils*, association rassemblant les bourgeois respectables qui répugnent à se promener la tête cachée et à se salir les mains. On les surnomme le *Klan en col blanc* (réd.).

# Tsiganes, Manouches, Gitans, Roms, Jenischs...

*Des interdictions de mendicité sont prononcées dans plusieurs villes de Suisse et nous interpellent par leur radicalité. Les autorités, quant à elles, nous semblent faire preuve d'une totale et coupable insouciance face à ce que deviennent les Roms qui se voient interdire de mendier. L'Office fédéral des migrations (ODM), par Mario Gattiker, vient d'annoncer que «dorénavant les personnes demandant l'asile et provenant d'un pays sûr ne pourront pas déposer de demande d'asile. Ils auront deux jours pour quitter la Suisse». Différents pays où sévissent de fortes discriminations avérées contre les Roms figurent sur la liste des «pays sûrs»: la Roumanie, la Hongrie, la Serbie, le Kosovo, la Lituanie, etc.*

Le terme «Tsigane» désigne tout un ensemble de populations nomades (originaires de l'Inde), présentes depuis cinq ou six siècles en Europe. Parmi les communautés les plus présentes en France et dans la plupart des autres pays européens, on retrouve les Manouches originaires des pays germaniques, les Gitans de la péninsule Ibérique, et les Roms des Balkans. Le terme administratif français pour désigner ces communautés est celui de «gens du voyage», même si elles ne vivent pas du tout de la même façon que les «gens du voyage français».

Le gouvernement les confond avec les Roms arrivés plus récemment, avec la chute du Mur, et qui sont des citoyens européens (de Roumanie, de Hongrie...). Ils sont venus en France pour des raisons financières et vivent le plus souvent dans une extrême pauvreté. La plupart sont là de manière transitoire. Ils n'ont pas accès au marché du travail, et vivent donc de petits boulots, de musique, de mendicité. Ils sont une toute petite minorité en France, environ 15'000, mais ce sont eux que les gens voient, car les autres sont complètement intégrés et ne se distinguent donc pas de leurs concitoyens.

En Suisse, le même problème se pose avec les Jenischs, les Tsiganes suisses, intégrés depuis plusieurs générations, alors que les Roms qui arrivent en Suisse actuellement sont les plus pauvres, méprisés et persécutés dans leurs pays d'origine (pays de l'Est et des Balkans), et qui n'ont en Suisse aucune alternative à la mendicité, faute d'un domicile fixe qui leur permettrait de travailler...

## TSIGANES, ROMS, UNE HISTOIRE SINISTRE

### EN EUROPE

En 1749, en Espagne, une grande rafle a permis la capture de 12'000 «Gitans».

En Angleterre, à la même époque, on pendait un «Gypsy» aux portes des villes pour dissuader les troupes nomades de s'installer aux abords des cités. A cette même période, on organisait des «chasses aux Gypsies» comme on chassait le gibier et exposait les trophées.

En France, la déclaration de 1682 donne ordre d'attacher «aux chaînes des galères» tous les «Romanichels» errants.

Plus tard en 1802, au Pays Basque, plus de 500 «Bohémiens», hommes, femmes et enfants, sont raflés et déportés en Louisiane par la France. Sans parler des horreurs commises à l'encontre des Roms en Roumanie et dans les Balkans.

*Ce n'est pas la destination  
mais la route qui compte.  
Le plus beau des feux com-  
mence toujours par des brin-  
dilles.*

*L'or des gitans ne brille ni ne  
tinte. Il luit dans le soleil et  
hennit dans l'obscurité.*

Proverbes gitans

### ...ET EN SUISSE

A Lucerne, en 1471, la ville interdit aux «Zigüner» de demeurer sur son territoire. Les peines sont sanglantes: le pilori, le fouet, le marquage au fer, l'emprisonnement. Des chasses aux Tsiganes furent organisées et une récompense était donnée à l'abattage. Plus près de nous encore, en 1926, on mit sur pied en Suisse des mesures qui visaient à faire disparaître le nomadisme par le dénombrement des familles et l'éducation forcée des enfants placés dans des familles de non-tsiganes. Cette action, appelée «Enfants de la grand'route de Pro Juventute», était inspirée de la théorie néo-nazie du Dr Robert Ritter. R. Ritter dirigeait l'unité de recherche sur

l'hygiène raciale, il était en possession de 30'000 dossiers de tsiganes suisses, et son idéologie était la suivante:

*«Pour les nazis convaincus, les tsiganes sont une menace pour le peuple allemand, et ils doivent être considérés comme nos ennemis». Tous les Tsiganes, même ceux n'ayant commis aucun délit, étaient visés par cette loi. C'est sur cette injonction et son idéologie que fut basée «l'entreprise» Pro Juventute, sur mandat du conseiller fédéral Motta, alors Président de la Confédération helvétique. Le fondateur de l'œuvre, le Dr Alfred Siegfried, exprimait clairement ses objectifs:*

*«Nous avons décidé de vaincre le mal du nomadisme dans sa racine par des mesures éducatives, pour mener cela à bien, il faut retirer les enfants de l'influence pernicieuse de leur famille et ainsi supprimer la présence parentale».*

## AUJOURD'HUI DES STRATEGIES D'EXCLUSION SONT MISES EN PLACE A L'ENCONTRE DES ROMS PAR LA PLUPART DES PAYS EUROPEENS ET LA SUISSE

Partout en Europe, les dernières années ont été marquées par l'effritement des mécanismes de solidarité, progressivement remplacés par des dispositifs de contrôle et de répression des personnes les plus fragiles. Au Royaume-Uni, en Hongrie, existe désormais une série d'actes autorisés dans l'espace public: tout geste est devenu potentiellement délictueux, permettant un harcèlement arbitraire des populations indésirables.

En France, les arrêtés anti-mendicité se multiplient, le stationnement des gens du voyage relève désormais du pénal, les bidonvilles sont traités sous l'angle de l'ordre public. En Espagne, en Lituanie, aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie, en Grèce, le même type de phénomène s'observe. En

*suite en page 11*

## forum : Sommes-nous trop ?

Suisse, les centres-villes voient de plus en plus d'initiatives exiger, au nom du «droit à la sécurité», l'interdiction de la mendicité dans leur périmètre.

La première observation qu'appelle cette évolution est son caractère paradoxal: la crise, conjuguée à un délitement certain des politiques de protection sociale, conduit les laissés-pour-compte à adopter des pratiques de survie : mendicité, vie en cabane, etc. Or ces pratiques de survie tendent à être interdites. Ce phénomène est amplifié par la difficulté de se défendre juridiquement pour les personnes en situation vulnérable: méconnaissance des droits, des mécanismes judiciaires, impossibilité de financement des frais d'avocat. Tout concourt à ce que le traitement policier de la misère ne soit pas limité par la protection des droits individuels. Mais sans offrir la possibilité de subsister autrement, qu'espère-t-on ?

User policiers et tribunaux à déplacer des problèmes sans les résoudre, à rencontrer toujours les mêmes individus, les mêmes familles, de squat en bidonville, de place en place ?

*Respecte les personnes âgées, car toi-même, tu seras un jour âgé.*

Proverbe rom

Ce traitement répressif des marges reflète plus globalement une gestion presque « panique » de l'espace public par les institutions. A l'heure de l'éloge de la mixité sociale, l'espace public est d'abord envisagé à travers le danger que représentent certains citoyens pour les autres: «anti-terrorisme», vidéosurveillance, etc. Tout concourt à considérer la coexistence entre les citoyens avant tout comme un problème, le rôle de l'intervention

publique se bornant à dévitaliser et à neutraliser le potentiel de conflits qui peuvent s'y manifester.

*C'est par plus de logements, une situation administrative claire, des droits sociaux sécurisés (la scolarisation des enfants roms malgré l'absence de domicile fixe des parents), que la misère disparaîtra de l'espace public. La police et la justice ont assez de vrais problèmes à résoudre pour ne pas perdre leur temps à réprimer les malheureux.*

*Un mouvement des droits civiques réconciliant le mouvement social et les défenseurs des droits à l'échelle européenne est à inventer. La pauvreté et la diversité ne doivent pas conduire à la répression et au cloisonnement, mais à la solidarité et au partage.*

*La misère n'est pas un crime, c'est un scandale !*

Marianne Waeber

## La folie des grandeurs

# Non au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes !

*Tant qu'il y a de la lutte, il y a de l'espoir. Tant qu'il y a de la vie, il y a du combat. Tant qu'on se bat, c'est qu'on est debout. Tant qu'on est debout, on ne lâchera pas!* (Pancarte du mouvement affiché derrière un tracteur qui protège la zone des opposants à l'aéroport).

Le mouvement anti-aéroport à Notre Dame des Landes, près de Nantes, en France, devient exemplaire en catalysant au niveau national un grand nombre de comités solidaires. Du côté du pouvoir, le projet est désormais revendiqué par l'ensemble du gouvernement et par la droite. Ayrault, maire de Nantes pendant 23 ans et principal instigateur de ce projet démesuré et ravageur pour l'environnement a le soutien total du gouvernement. Alors qu'il tente d'imposer une politique d'austérité, le gouvernement Hollande s'entête. Ce projet devient un test de sa crédibilité à gouverner et de sa capacité à imposer une politique impopulaire. Il choisit la fuite en avant, et le recours massif à la violence. A de nombreuses reprises, des centaines de CRS, de gendarmes mobiles ont été lâchés sur la ZAD (zone d'aménagement différé réservée au futur aéroport, que les opposants ont rebaptisée Zone à défendre), en réponse à ce projet ruineux et inutile.

En effet, au fil des semaines, les forces policières se heurtent à une résistance courageuse et massive des occupants et des paysans unis. Le samedi 24 novembre, la violence policière s'est totalement déchaînée jusqu'à brûler le matériel médical des occupants. Mais le soir, les policiers ont dû reculer, les manifestants ont tenu bon. Le même jour plus de 8000 manifestants ont défilé dans la ville de Nantes, autour des slogans: *Libérez la ZAD ou Ayrault démission!* Le gouvernement, conscient que la lutte devient de plus en plus populaire, tente de gagner du temps en an-

nonçant un report des opérations de défrichage et la mise en place d'une vague commission de dialogue. En face, le mouvement se structure: samedi 15 décembre, de nombreux délégués des 280 comités de soutien ont participé à la première assemblée générale, pour élaborer une plateforme de revendications communes. Plus que jamais, la priorité est de libérer la ZAD afin d'empêcher que les travaux ne commencent. L'Ayraultport est devenu le Larzac de 2012 (Siné mensuel, décembre 2012).

Un autre front est en train de s'ouvrir, c'est celui de la guérilla juridique. Les opposants utilisent tous les moyens pour mettre en échec les procédures invoquées par le gouvernement, à tel point qu'ils le prennent à son propre piège, en révélant que les autorisations délivrées pour la construction de l'aéroport ne tiennent pas compte des obligations imposées par les nouvelles réglementations, ce qui rend le projet gouvernemental illégal. Les futures pistes seraient sur des zones humides sur lesquelles tout tracé devient impossible, à la suite des accords de Grenelle 2 sur l'environnement.

Cette lutte est emblématique et constitue un exemple phare pour toutes les oppositions à des initiatives gouvernementales qui passent sur les volontés populaires pour imposer des aberrations et des projets inutiles et coûteux. La parole est donnée à Odile du comité du Nord de la Gironde: *«Notre opposition fait partie de la recherche d'un autre modèle de société qui n'a rien à voir avec le fric. C'est un laboratoire pour expérimenter un autre choix de vie, un autre mode de société et les mettre en pratique»*. A suivre...

Pierrette Iselin





### Un petit bijou de cinéma

A une époque où les petits cinémas fermaient leurs portes, la coopérative «Mon Ciné» de Sainte-Croix est parvenue à redonner vie à la salle obscure du Balcon du Jura. En 2012, les soirées thématiques avec la présence de réalisateurs venus parfois de très loin se sont multipliées, preuve qu'avec une bonne programmation et une équipe décidée, un petit ciné a encore l'avenir devant lui.

*Nord-vaudois*, décembre 2012

### Une fondation de l'USPI pour les locataires

La section vaudoise de l'Union suisse des professionnels de l'immobilier veut permettre aux personnes et familles confrontées à des difficultés financières passagères de conserver le logement dont elles sont locataires. Une fondation dotée d'un capital de 200'000 francs accordera, sous la forme de dons ou d'avances remboursables, des aides limitées dans le temps. «Les conséquences d'un coup du sort peuvent être dramatiques. La perte du logement représente incontestablement le début d'une spirale où tout peut s'écrouler. Avec ce soutien, nous as-

pirons à redonner espoir aux ménages qui peuvent redresser leur situation financière», explique le président de cette association.

*Le Nord-vaudois*, la Région, 7 décembre 2012

### Solidarité villageoise

Loger des requérants d'asile au Fluëli, hameau isolé de la commune de Valzeina dans les Grisons, a semblé inhumain à une partie de la population qui a fondé en décembre 2007 l'association «Miteinander Valzeina», dans l'idée de travailler les uns avec les autres plutôt que les uns contre les autres. Cinq ans plus tard, l'association est toujours active. Elle organise régulièrement des rencontres autour d'une soupe ou d'un café, des projections de films, etc. Elle offre aux requérants de quoi améliorer un peu leur maigre ordinaire et les aide à avoir accès à un conseil juridique.

En 2011, cette association, une cinquantaine de familles, a reçu le prix Paul Grüniger qui récompense des actes humanitaires exceptionnels de courage particulier et d'absence remarquable de préjugés.

*Le Courrier*, 9 janvier 2013

### En Inde, réforme agraire dans les starting-blocks...

Les sans-terres ont marché sur la capitale en octobre dernier et obtenu un accord portant sur la redistribution des terres. L'organisation, comptant 200'000 membres, a mobilisé 50'000 paysans pour une marche de protestation qui devait durer un mois. Neuf jours seulement après leur départ, le gouvernement est venu à leur rencontre et a signé un accord historique instaurant une réforme agraire de grande ampleur: des terres seront distribuées aux plus pauvres, les territoires des peuples autochtones protégés et les femmes auront un droit sur les terres.

*Le Courrier*, 3 janvier 2013

*N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.*

*Merci!*

## Médias: info ou intox?

Parmi les milliers d'informations qui leur parviennent tous les jours, les médias, qu'ils soient sur papier ou électroniques, ne peuvent en diffuser qu'une toute petite partie. C'est normal car ils sont limités par la place ou par le temps. Mais comment ces informations sont-elles choisies? Comment procède-t-on pour hiérarchiser les événements? Un chien écrasé dans un village romand mérite-t-il plus de place qu'un typhon ravageur dans le Pacifique? Les démêlés d'un politicien avec la justice justifient-ils d'un titre plus gros qu'une bonne action? Pourquoi la télévision

organise-t-elle des débats qui ne permettent presque jamais à un invité de finir sa phrase? Pourquoi les extrémistes sont-ils plus souvent sollicités que les modérés? Ces questions méritent d'être posées. De leur réponse dépendra notre appréciation sur les médias. Font-ils de l'info ou de l'intox? Amis lecteurs, faites-nous part de votre point de vue.

## L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable  
Rémy Cosandey  
Léopold-Robert 53  
2300 La Chaux-de-Fonds  
032/913 38 08; redaction@journal-lessor.ch

Équipe de rédaction  
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey,  
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,  
François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre  
Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith  
Samba.

Administration et retours  
L'Essor - Abonnements  
Tunnels 16  
2300 La Chaux-de-Fonds  
ou par courriel : info@journal-lessor.ch  
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-  
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression  
Société coopérative du Journal  
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 mars 2013  
prochain forum : Médias: info ou intox?